

Les fausses accusations contre Mohammad El Halabi

© La Fondation CJPME, Fiche d'information 2021-001-v1, publiée en mars 2021

Qui est Mohammad El Halabi et quand a-t-il été arrêté ?

Mohammad El Halabi est le directeur de programme de Gaza pour World Vision. Il est titulaire d'une maîtrise en génie civil et est le père de cinq enfants. En 2014, El Halabi a été reconnu par les Nations unies comme un « héros humanitaire ».

Halabi a été placé en détention par les autorités israéliennes le 15 juin 2016 à un poste de contrôle alors qu'il revenait d'une réunion du personnel à Jérusalem. Il a passé près de cinq ans dans la prison israélienne de Ramon sans verdict, et a été soumis à plus de 155 comparutions devant les tribunaux.

Pourquoi est-ce qu'El Halabi a été arrêté ?

Les autorités israéliennes affirment qu'El Halabi a été recruté par l'aile militaire du Hamas en 2004 et qu'ils lui ont demandé d'« infiltrer » World Vision. Israël a affirmé qu'El Halabi avait utilisé sa position à World Vision depuis 2005 pour détourner les fonds de l'organisation afin d'aider le Hamas à des fins « terroristes », incluant le creusement de tunnels militaires et pour payer les salaires du Hamas¹. El Halabi a initialement été accusé d'avoir détourné 7 millions de dollars par an (totalisant 50 millions de dollars) du travail humanitaire de World Vision vers le Hamas².

En 2016, les autorités israéliennes ont affirmé qu'El Halabi avait avoué, lors d'un interrogatoire, les méthodes qu'il utilisait pour détourner l'argent vers le Hamas³, mais El Halabi a nié toutes accusations contre lui (incluant cette supposée « confession ») et a toujours maintenu son innocence⁴.

Les accusations d'Israël contre El Halabi sont-elles crédibles ?

Non, comme l'ont confirmé de multiples enquêtes menées par des tiers. Suite à la détention d'El Halabi, World Vision a immédiatement ordonné une vérification judiciaire externe des accusations. Complétée en 2017, la vérification concluait qu'il n'y avait « aucune preuve de détournement de fonds et pas de preuve matérielle qu'El Halabi faisait partie ou travaillait pour le Hamas⁵ ». Le gouvernement australien a également ordonné un examen interne du financement de World Vision à Gaza et « n'a rien découvert qui suggère un quelconque détournement de fonds publics⁶ ».

En fait, World Vision a fait remarquer dès le début que l'ensemble de son budget de fonctionnement pour Gaza durant la période en question était d'environ 22,5 millions de dollars, soit moins de la moitié du montant qu'El Halabi a été accusé d'avoir volé (50 millions de dollars)⁷.

De plus, pour cinq des sept années en question, El Halabi occupait un poste subalterne et n'était pas autorisé à faire des paiements qui excédaient les 15 000\$⁸. En d'autres termes, El Halabi a été accusé de crimes qu'il lui était littéralement impossible de commettre.

Dans le cadre de leur audit externe, les enquêteurs de World Vision ont découvert qu'El Halabi avait en fait déployé de grands efforts pour « s'assurer que World Vision évite toute interaction inappropriée avec le Hamas⁹ ». Le Hamas pour sa part a nié avoir une quelconque relation avec El Halabi.

Finalement, les « aveux » d'El Halabi ne peuvent pas être considérés comme des preuves crédibles, car ils ont été obtenus sous la contrainte (voir ci-dessous) et ont été rétractés par la suite. Les interrogateurs israéliens recourent régulièrement à la torture pour obtenir des aveux, poussant souvent les gens à avouer des choses qu'ils n'ont pas faites¹⁰. De la même façon, les détenus palestiniens subissent des pressions extrêmes pour signer des accords de plaidoyer – impliquant la culpabilité – afin d'éviter un long procès et pour sortir de prison plus tôt¹¹. Cela contribue à une situation dans laquelle les tribunaux militaires israéliens peuvent se vanter d'un taux de condamnation de 99.74%¹². El Halabi a notamment

rejeté de signer une négociation de plaidoyer, même si un juge israélien l'a averti en 2017 qu'il y avait « peu de chance » qu'il ne soit pas condamné¹³.

Comment El Halabi a-t-il été traité par les autorités israéliennes ?

Suite à son arrestation, El Halabi s'est vu refuser l'accès à un avocat pendant 25 jours et la possibilité de rencontrer des membres de sa famille ou des membres du personnel de World Vision pendant plus de 50 jours. Il a fallu attendre 55 jours pour que les accusations portées contre lui soient rendues publiques¹⁴.

Selon son père et ses avocats, El Halabi a été battu et torturé sévèrement durant ses 52 jours d'interrogatoire. Il a été, entre autres, privé de sommeil et pendu au plafond. El Halabi a déclaré aux avocats qu'il avait peur que les interrogateurs le tuent¹⁵.

El Halabi a été soumis à plus de 155 comparutions devant les tribunaux en quatre ans, la plupart d'entre elles dans des sessions fermées au public et aux médias. Cela fait de son procès l'un des plus longs de l'histoire des Palestiniens détenus dans les prisons israéliennes¹⁶. Amnistie internationale a condamné le caractère « secret » de son procès, qui constitue une « violation flagrante du droit à un procès public »¹⁷.

Diverses restrictions arbitraires imposées à l'équipe juridique d'El Halabi l'ont également privé d'un procès équitable. Il s'agit notamment du refus de fournir des informations complètes sur le témoin clé du procureur; le refus d'un accès complet aux transcriptions des audiences précédentes ; le refus de fournir une traduction appropriée ; l'interdiction pour les témoins de la défense d'entrer en Israël depuis Gaza afin de témoigner ; et l'interdiction pour son avocat de préparer des notes sur son propre ordinateur¹⁸.

En novembre 2020, les experts des Nations unies ont déclaré que « L'arrestation, l'interrogatoire et le procès [d'El Halabi] n'étaient pas dignes d'un État démocratique. » et que « Les autorités israéliennes doivent lui garantir tous les droits d'un procès équitable, ou bien le libérer sans condition. »¹⁹

Quel est l'impact sur le secteur humanitaire en Palestine ?

Suite à l'arrestation d'El Halabi, les comptes bancaires de World Vision ont été gelés par les autorités israéliennes, poussant l'organisation à suspendre ses activités à Gaza et à licencier 120 employés²⁰. Les gouvernements australien et allemand ont également suspendu leurs financements aux projets de World Vision dans les Territoires palestiniens occupés²¹.

Immédiatement après l'arrestation d'El Halabi, le ministère israélien des affaires étrangères a lancé une campagne de relations publiques pour diffuser largement les allégations contre El Halabi et World Vision, et les diplomates israéliens avaient pour instruction de « diffuser la nouvelle des actions présumées d'El Halabi parmi les groupes libéraux et religieux qui soutiennent World Vision. »²².

Some observers believe that this was the point: that Israel is pushing false charges against El Halabi to undermine international support for the humanitarian sector in Gaza. A video, infographics and other media released by the Israeli government immediately after El Halabi's arrest are clearly directed at international humanitarian donors. According to El Halabi's father, Khalil El Halabi, Israel is pressuring El Halabi to confess to mismanagement and embezzlement in order to undermine and deter international development aid in Gaza.

Certains observateurs pensent que c'était le but recherché: qu'Israël a porté de fausses accusations contre El Halabi afin de saper le soutien international au secteur humanitaire à Gaza. Une vidéo, une infographie et d'autres médias publiés par le gouvernement israélien immédiatement après l'arrestation d'El Halabi sont clairement à l'intention des donateurs humanitaires internationaux²³. Selon le père d'El Halabi, Khalil El Halabi, Israël exerce des pressions sur El Halabi pour qu'il avoue la mauvaise gestion et

le détournement de fonds afin de saper et de dissuader l'aide internationale au développement à Gaza²⁴.

Quand le procès aboutira-t-il à un verdict ?

Même des années après l'inculpation d'El Halabi, on ne sait pas quand le procès aboutira à un verdict. Dans l'attente d'un verdict, El Halabi a reçu l'ordre de rester en détention jusqu'au 19 mai 2021 au moins²⁵.

¹ Gili Cohen, "Top Official in Christian Aid Group Charged With Funneling Funds to Hamas," *Haaretz*, August 4, 2016.

² Frank Walker, "Christian Charity Loses Two Top Donors After Israel Charges Director with Funding Hamas," *Haaretz*, August 6, 2016.

³ Gili Cohen, "Top Official in Christian Aid Group Charged With Funneling Funds to Hamas," *Haaretz*, August 4, 2016.

⁴ Ben White, "Christian charity 'top of Israel's target list,'" *Al Jazeera English*, August 9, 2016.

⁵ World Vision International, "Mohammad El Halabi Trial Overview," accessed March 5, 2021.

⁶ Rod McGuirk, "Australia finds no proof its World Vision aid went to Hamas," *Associated Press*, March 31, 2017.

⁷ World Vision International, "Statement from Kevin Jenkins, president and Chief Executive Officer of World Vision International," August 2016.

⁸ Ibid.

⁹ Adam Rasgon, "Charged with helping Hamas, Gazan aid worker says he's being denied a fair trial," *Times of Israel*, September 22, 2019.

¹⁰ Ibid; Michael Schaeffer Omer-Man, "Report alleges abuse, torture at Shin Bet interrogation facility," *972+ Magazine*, February 24, 2016.

¹¹ B'Tselem, *Presumed Guilty: Remand in Custody by Military Courts in the West Bank*, June 2015, pp. 57-59; B'Tselem, "Confessed? There's no way out now," November 19, 2020.

¹² Chaim Levinson, "Nearly 100% of All Military Court Cases in West Bank End in Conviction, Haaretz Learns," *Haaretz*, November 29, 2011; B'Tselem, "New report: A Palestinian charged in a military court is as good as convicted," June 21, 2015.

¹³ As the Israeli judge directly warned El Halabi: "You've read the numbers and the statistics ... You know how these issues are handled." Sophie McNeill, "World Vision staffer told guilty verdict likely over alleged Hamas funding," *ABC News (Australia)*, March 29, 2017.

¹⁴ Sophie McNeill, "World Vision 'shocked' by Israel allegations Gaza manager diverted charity money to Hamas," *ABC News (Australia)*, August 4, 2016; Krishnadev Calamur, "The Allegations Against the Head of World Vision in Gaza," *The Atlantic*, August 5, 2016.

¹⁵ Ben White, "Christian charity 'top of Israel's target list,'" *Al Jazeera English*, August 9, 2016; Gideon Levy, "The UN Called Him a Humanitarian Hero. Israel is Accusing Him of Funneling Money to Hamas," *Haaretz*, October 21, 2019.

¹⁶ Maha Hussaini, "'Longest trial in history': Palestinian NGO worker's case resumes for 129th time," *Middle East Eye*, October 23, 2019.

¹⁷ Amnesty International, "Israel/OPT: 'Secret Trial' of Gaza aid worker will not deliver justice," August 29, 2016.

¹⁸ CJPME personal communication with El Halabi's lawyer, 2021.

¹⁹ Office of the High Commissioner for Human Rights, "Gaza Aid Worker Must Be Given Fair Trial or Released, Say UN Experts," November 12, 2020.

²⁰ Nidal al-Mughrabi, "Christian Charity Lays Off 120 in Gaza After Israel Alleges It Funds Hamas," September 9, 2016.

²¹ Frank Walker, "Christian Charity Loses Two Top Donors After Israel Charges Director with Funding Hamas," *Haaretz*, August 6, 2016.

²² Itamar Eichner, "Israel's diplomats to put a spotlight on rediverting aid to Hamas," *Ynetnews*, August 5, 2016.

²³ Thomas Woodley, "Shaky Allegations Shouldn't Derail World Vision Operations In Gaza," *Huffington Post Canada*, September 28, 2016.

²⁴ Amjad Ayman Yaghi, "The case of Mohammad El Halabi and the rabbit hole of Israeli 'justice,'" *Electronic Intifada*, September 3, 2019.

²⁵ Yonah Jeremy Bob, "Supreme Court orders El Halabi to remain in detention pending trial verdict," *Jerusalem Post*, February 18, 2021.